

OCDE : le Maroc à la 9^e place des pays migratoires

MIGRATION

En 2011, ce sont 110 000 Marocains qui ont immigré vers les pays de l'OCDE, soit 2,1% du total des entrées enregistrées dans les pays de l'OCDE. Le Maroc se positionne à la 9^e place. C'est ce qui ressort du rapport de l'OCDE sur les perspectives des migrations internationales 2013.

KHADIJA SKALLI

Les flux d'immigration augmentent dans les pays de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques). Entre 2010 et 2011, les migrations ont augmenté de 2 % pour atteindre près de 4 millions. Le Maroc figure parmi les principaux pays d'origine de ces flux migratoires. Il se positionne à la 9^e place derrière l'Allemagne et les Etats-Unis. C'est ce qui ressort du rapport de l'organisation de coopération et de développement économiques sur les perspectives des migrations internationales 2013, présenté jeudi dernier à Bruxelles. En 2011, ce sont 110 000 Marocains qui ont immigré vers les pays de l'OCDE, soit 2,1% du total des entrées enregistrées dans les pays de l'OCDE. Ce chiffre est en baisse par rapport à 2007 qui avait connu un pic de 144 000 ressortissants marocains. En 2009, ils étaient 135 000 émigrés marocains.

La Chine reste le premier pays d'origine des immigrés dans les pays de l'OCDE, un rang qu'elle a occupé tout au long de la décennie sauf en 2007, l'année où la Roumanie a rejoint l'UE (Union européenne) qui a comptabilisé près de 550 000 émigrants.

La Chine est en tête du peloton

Avec les 530 000 ressortissants émigrants en 2011, la Chine représente plus de 10% de l'immigration dans la zone OCDE. L'Inde et les Philippines sont également d'importants pays d'origine pour les migrations vers les pays de l'OCDE. Autre point fort de l'étude : l'augmentation des



En 2011, 110 000 Marocains ont immigré vers les pays de l'OCDE.

étudiants internationaux. Les pays de l'OCDE continuent de séduire les étudiants étrangers dont le nombre enregistré en 2009 est en hausse de 6% par rapport à 2009.

Pendant, souligne l'OCDE, les perspectives d'emploi se sont assombries pour les immigrés. « La situation des immigrés sur le marché du travail s'est détériorée ces dernières années en comparaison avec les autochtones. Leur taux de chômage passant de 8,1% en 2008 à 12,9% en 2011 contre une hausse de 5,4% à 8,7% pour les autochtones », déplore l'OCDE qui appelle ses pays membres à oeuvrer davantage pour améliorer cette situation. « Les pouvoirs publics doivent déployer tous les efforts possibles pour améliorer les perspectives d'emploi des immigrés », a souligné Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, lors de la présentation de l'étude à Bruxelles. « Il est capital de s'attaquer dès maintenant au chômage élevé et au chômage de longue durée. En continuant

d'œuvrer en faveur de l'intégration des immigrés, on veille aussi à ce qu'ils puissent jouer un rôle moteur dans la croissance à mesure que l'économie mondiale se redresse », poursuit-il.

Les émigrés les plus touchés par le chômage

La situation est plus que critique. En 2012, un migrant au chômage sur deux était à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an. Les immigrés jeunes et les travailleurs peu qualifiés ont été durement touchés par la crise. Les premières victimes de cette tendance sont les immigrés en provenance de l'Amérique latine et de l'Afrique du Nord dont les Marocains. En termes de chiffres, en Europe, le taux de chômage des immigrés originaires d'Afrique du Nord a atteint un niveau record de 27% en 2012.

La proportion d'immigrés sans emploi depuis plus d'un an est passée de 31 % de l'ensemble des chômeurs en 2008 à 44 % en 2012. L'OCDE recommande à

ses États membres notamment ceux qui rencontrent des difficultés financières « d'éviter de réduire de façon disproportionnée les budgets des programmes d'intégration des immigrés et de se concentrer sur les mesures les plus efficaces, comme les cours de langue et la formation professionnelle, tout en ciblant les groupes les plus vulnérables, tels que les jeunes ». Selon l'OCDE, les pays de la zone OCDE seront gagnants sur le plan économique. « Une augmentation du taux d'emploi des immigrés au niveau de celui des autochtones aurait des retombées économiques positives importantes, surtout dans des pays comme la Belgique, la France et la Suède », souligne l'organisation, qui insiste sur l'importance de l'élimination de la discrimination. Ce phénomène est très répandu. Une personne ayant un nom à consonance étrangère envoie au moins deux fois plus de candidatures qu'une personne dont le nom n'a pas de consonance étrangère pour décrocher un entretien d'embauche. ♦